

L'affaire Robert Boulin, la République française la tête dans le sac

30 janvier 2013 Par [Pierre Caumont](#)

Crime d'État, le téléfilm de Pierre Aknine sur la mort de Robert Boulin, diffusé mardi soir sur France 3, malgré ses raccourcis, est tout de même une sérieuse piqûre de rappel s'agissant de la pourriture concomitante de la montée en puissance du RPR, l'appareil politique dont Jacques Chirac fut l'artisan.

En 1979, après la découverte de Robert Boulin trouvé mort dans *L'Étang rompu*, dans la forêt de Rambouillet, la gendarmerie est dessaisie et c'est le SRPJ de Versailles, sous la baguette du commissaire Alain Tourre, qui procède aux constatations. En réalité, c'est le procureur général près la cour d'appel de Versailles, Louis-Bruno Chalret, lié au SAC (dirigé alors par Jacques Foccart), qui est aux manettes, marionnette du pouvoir. Au terme d'une autopsie bâclée et d'un corps auquel on aura fait subir des soins d'embaumement et de thanatopraxie sans en avoir informé la famille, on déclare qu'il s'agit d'un suicide.

Le plus étonnant, c'est que, malgré l'exhumation en 1983 du corps de Robert Boulin, dont l'examen révèle finalement des fractures du crâne, ce qui ruine la thèse du suicide, la Justice finisse quand même par prononcer un non lieu en 1991, non-lieu confirmé par la Cour de cassation en 1992. « Circulez, il n'y a rien à voir... » Ou comment s'appliquer à verrouiller le couvercle d'une cocotte minute d'État pour dérober aux narines de l'opinion publique les relents peu ragoûtants des arrière-cuisines de la République.

Le SAC, pour « service d'action civique », créé en 1960, a pour but de promouvoir la politique du général de Gaulle. Après la tuerie d'Auriol en 1981, point d'orgue d'une dérive mafieuse de cette police parallèle qui culmine avec l'assassinat d'un responsable du SAC et de toute sa famille, l'organisation est dissoute en 1982 par François Mitterrand. En 1979, Jacques Foccart dirige le SAC. Autour de lui gravitent des personnalités comme Alexandre Sanguinetti ou encore Charles Pasqua. Jacques Foccart est au cœur du mystère de la mort de Robert Boulin. Et derrière Foccart, tapi dans l'ombre, il y a Jacques Chirac.

Robert Boulin était un gaulliste de gauche, autant dire une créature politique composite. Résistant de la première heure en 1941 (il a été décoré de la Croix de guerre et de la médaille de la Résistance), il avait alors manifesté avec véhémence sa désapprobation de la mainmise de Jacques Chirac sur l'UDR (Union pour la Défense de la République) en 1974, le camp gaulliste d'alors, qu'il avait qualifiée de « hold up ». À cette occasion, il avait d'ailleurs rendu sa carte de militant.

Quelque temps avant sa mort, Robert Boulin est accusé d'avoir acquis de manière illégale un terrain près de Ramatuelle, dans le Var, pour y faire construire une résidence secondaire. En fait, il est victime d'une manœuvre de la part d'un homme d'affaires improbe, Henri Tournet, qu'il prenait pour son ami. Ce faux ami, qui était proche de Jacques Foccart, encore lui, sera d'ailleurs condamné par contumace à quinze années de réclusion en 1980, une peine qu'il n'accomplira jamais : l'homme finira ses jours au Chili où il s'éteindra tranquillement en 2008.

Mais qui a voulu la peau de Robert Boulin ?

De par ses responsabilités ministérielles, qui lui avaient permis d'avoir une vision transversale du fonctionnement de l'État français, l'homme savait beaucoup de choses. Il avait notamment des dossiers sur le financement occulte de l'UDR (qui deviendra le RPR en 1976, sous la houlette de Jacques Chirac) en rapport avec la France-Afrique. Au départ, désignant les bonnes relations que la France pouvait entretenir avec ses anciennes colonies d'Afrique, sous la plume de François-Xavier Verschave (dans son livre *La Françafrique, le plus long scandale de la République*, paru en 1998) l'expression « Françafrique » désigne en réalité la politique française consistant à soutenir un certain nombre de dictateurs dans l'Afrique francophone, ainsi Omar Bongo au Gabon, ce qui lui permettait à la France de maintenir son rang dans le monde grâce à sa sphère d'influence en Afrique tout en bénéficiant d'une manne financière occulte. La Françafrique se caractérisait par l'existence de réseaux d'influence dont l'un des principaux est tenu par Jacques Foccart, encore lui, responsable de la cellule Afrique de l'Élysée sous le général de Gaulle et acteur de premier plan dans les relations franco-africaines jusqu'à sa mort.

Ayant dénoncé avec force le putsch de Jacques Chirac sur l'UDR en 1974, Robert Boulin a probablement été perçu comme un péril par la garde rapprochée de Jacques Chirac, et dans le noyau dur de la garde chiraquienne, il y avait les gens du SAC, comme Jacques Foccart. En outre, après la démission en 1976 de Jacques Chirac de son poste de premier ministre sous Giscard d'Estaing, auquel succéda Raymond Barre, la rumeur courut parmi les gaullistes que Giscard d'Estaing songeait en 1979 à nommer un premier ministre gaulliste pour réduire l'influence de Chirac. Parmi les noms circulait celui de Robert Boulin, alors ministre du travail en exercice, et un gaulliste au

service de l'ennemi Giscard d'Estaing, même un gaulliste de gauche comme Robert Boulin, cela faisait désordre aux yeux des purs et durs du gaullisme dont Foccart était.

Il se peut que l'assassinat de Robert Boulin par des sbires du SAC ait été un malheureux dérapage, la tragique boulette de seconds couteaux en roue libre voulant en découdre, il se peut aussi que ce meurtre ait été commandité par l'appareil du RPR et dûment perpétré par des assassins patentés. Quoi qu'il en soit, boulette criminelle ou assassinat d'État, il est parfaitement intolérable que, dans un État de droit comme la France, la justice n'aille pas jusqu'à son terme dans une affaire où la vérité et le sens même des institutions est en jeu.

Il faut noter que l'étang — *Étang rompu* pour État corrompu ? — dans lequel Robert Boulin a été retrouvé mort en 1979 fait partie d'un ensemble d'étangs dans les Yvelines qui s'appellent les *Étangs de Hollande*. Cela ne s'invente pas : la langue murmure parfois des choses inouïes à l'oreille du monde. La Justice française serait bien inspirée, sous la mandature de François Hollande, de procéder à la réouverture de l'enquête sur la mort suspecte de Robert Boulin pour que la forêt de Rambouillet ne soit plus hantée par les fantômes de la République. À moins bien sûr que la France ne trouve plus avantageux de garder la tête dans le sac et de cheminer avec un boulet au pied, et qu'elle continue à patauger dans les marécages des à-peu-près et des non-dits, une zone périlleuse où, à la faveur des brumes, tout finit par se fondre, par se confondre, le vrai, le faux, où plus rien n'est vrai, où tout est enveloppé par le halo du faux